

DEPARTEMENT <i>Isère</i> CANTON <i>Bourgoin Jallieu</i> COMMUNE <i>Bourgoin Jallieu</i>	REPUBLICQUE FRANÇAISE LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE ARRETE DU MAIRE N° DST-C-T-2022-1150
Arrêté Temporaire Modifiant la Circulation et le Stationnement des Véhicules Du mercredi 9 novembre au vendredi 18 novembre 2022– rue des Pâquerettes, rue des Écoles et rue des Rosiers Pendant des travaux d'enfouissement des réseaux secs	

Le Maire de la Commune de Bourgoin-Jallieu,

Vu les articles 2212-1, 2212-2, 2213-1 et 2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il appartient au Maire de régler la circulation et le stationnement des véhicules dans les limites du territoire de la Commune,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – 8^e partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents,

Vu la demande présentée par **SPIE CITYNETWORKS- 6 allée du Levant ZA le Rivet – 38300 BOURGOIN-JALLIEU** - qui sollicite l'autorisation d'effectuer des travaux d'enfouissement des réseaux secs, rue des Pâquerettes, rue des Écoles et rue des Rosiers, du mercredi 9 novembre au vendredi 24 novembre 2022, et qui prend l'engagement de subvenir aux frais de balisage et de signalisation ainsi que de décharger expressément la commune et ses représentants de toutes les responsabilités civiles, en ce qui concerne tous les risques éventuels et notamment les conséquences des dommages qui pourraient être causés aux personnes ou aux biens par le fait d'un accident survenu au cours ou à l'occasion du chantier et s'engage à supporter ces mêmes risques et déclare être assurée à cet effet auprès d'une compagnie française agréée par le Ministère du travail,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté DST-C-T-2022-1096 du mardi 18 octobre 2022

ARTICLE 2

Du lundi 24 octobre au vendredi 18 novembre 2022, afin de réaliser des travaux d'enfouissement des réseaux secs, les dispositions suivantes seront prises en matière de circulation et de stationnement rue des Pâquerettes et rue des Écoles :

Prescriptions générales

- Mise en place de la signalétique réglementaire « Travaux », de jour comme de nuit, à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise.
- Mise en place de barrières de protection et de cônes K5a.
- Le stationnement sera interdit au droit des travaux.
- La rue des Pâquerettes et la rue des Écoles seront barrées à la circulation avec maintien des accès riverains et de l'accès au chantier de l'école avec si besoin mise à double sens des 2 rues.
- A partir du 8 novembre la circulation sera rétablie aux heures d'entrée et de sortie des écoles.
- La rue des Rosiers sera barrée, pendant 2 jours, au niveau du carrefour avec la rue des Écoles.
- Mise en place d'une déviation suivie via les voies adjacentes.
- La circulation et l'ensemble des accès riverains seront rétablis le soir et hors chantier.
- Les véhicules de l'entreprise dont le poids total en charge est supérieur à 3.5t sont autoriser à circuler sur l'avenue de Pré-Bénit et le quai de Pré-Bénit. Le passage sur le pont Hussel n'est lui pas autorisé.
- L'entreprise pourra établir sa base vie au niveau des places de stationnement existantes situées à l'angle de la rue des écoles et de la rue des Pâquerettes.
- Un cheminement des piétons sera maintenu et balisé par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux (larg. mini : 1.40).

- Le chantier devra rester propre en permanence.
- Mise en place de protection contre les projections et le poinçonnement.
- Les abords seront remis en état après l'intervention (signalisation horizontale et verticale, pavage, espaces verts).

Prescriptions techniques

- Découpe propre de l'enrobé à la scie.
- Evacuation complète de la fouille.
- Apport en gravier-tout venant 0/80 par couche de 20cm compacté.
- Réfection définitive en enrobée chaud-formule 0/10 à raison de 180kg/m² sur chaussée.
- Réfection définitive en enrobée chaud-formule 0/6 à raison de 120kg/m² sur trottoir.
- Emulsion des lèvres sur la tranchée.

La sécurisation et la signalisation seront conformes à l'instruction interministérielle précitée.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire, de jour comme de nuit, sera mise en place par le demandeur, sous sa responsabilité, ainsi que toutes les mesures relatives à la protection et à la circulation des piétons, ainsi que les personnes à mobilité réduite (sa fixation s'effectuera par des lestages appropriés).

ARTICLE 4

Le demandeur devra afficher la nature et la durée des travaux, ainsi que la personne à contacter. Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté, sur le site, est **obligatoire**.

ARTICLE 5

Toutes les voies et places concernées par le présent arrêté devront demeurer accessibles, à tout instant, aux services de secours, au SMUR, et à tous les véhicules de lutte contre l'incendie.

ARTICLE 6

Si, pour des raisons imprévues, les travaux ne pouvaient être exécutés dans les délais impartis, les dispositions du présent arrêté seraient prorogées, et ce, après accord des Services Municipaux. Les conséquences financières seraient elles-mêmes appliquées conformément à l'article 2.

ARTICLE 7

Les véhicules en stationnement irrégulier pourront faire l'objet d'un enlèvement immédiat pour mise en fourrière, conformément au code de la route, notamment à l'article R 417.10.

ARTICLE 8

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative (R 421.1 et suivants), le tribunal administratif de Grenoble peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication ou de sa notification.


Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir, soit :

- à compter de la notification de la décision de l'autorité territoriale
- à compter de la date de la décision implicite de rejet de la réclamation (silence gardé pendant plus de deux mois sur la réclamation).

ARTICLE 9

Le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police, Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux, tous les Agents de la Force Publique et les Agents de la Police Municipale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché.

Fait à Bourgoin-Jallieu, le mardi 8 novembre 2022


Sébastien CHALESSIN
10ème Adjoint au Maire
en charge des Espaces Publics,
de la Voirie et des Espaces Verts

